

Lot 172

BILLETS :

100 Francs Delacroix ; 100 Francs Corneille ; 50 Francs Racine ; 20 Francs Debussy ;
10 Francs Voltaire et 10 Francs Berlioz (4).

On joint un « emprunt » 3% or de 1891 500 Francs n°574806

Très usagés. Usagés. Beaux. 20€

Rappel historique au sujet des Emprunts russes

Il y a eu plusieurs emprunts russes. Le premier emprunt date de 1888. L'emprunt russe de juin 1906 est un emprunt international signé par la Russie destiné à rétablir les finances après la guerre russo-japonaise (2,25 milliard de francs couverts pour moitié par la France). Un engouement s'est manifesté pour cette épargne, jusqu'à ce que celle-ci disparaisse en 1918. Ces dernières années, l'État russe a effectué un « remboursement symbolique » aux porteurs d'emprunts. Dans la seconde moitié du XIXe siècle, la France est isolée à tout point de vue en Europe. Les tensions avec son voisin allemand se font sentir davantage chaque jour. La France tout logiquement cherche donc à développer une alliance de poids sur le territoire européen. C'est la Russie de l'époque qui deviendra cette « bouée de sauvetage » diplomatique.

En 1867, les compagnies de chemins de fer russes lancent en France un emprunt nommé « Nicolas » pour la construction de nouvelles voies en Russie. La Russie de l'époque avait alors un besoin important de capitaux, lié à des investissements forts coûteux. Cet emprunt n'a pas été le premier. En 1822, l'État russe avait émis en son propre nom un emprunt en France.

En 1870, la France est en guerre contre l'Allemagne. Les tensions qui s'étaient accentuées entre les deux pays ont trouvé leur point de non-retour avec l'annexion de l'Alsace-Lorraine à l'Allemagne. Outre cette annexion militaire (traité de Francfort - mai 1871), la France a été contrainte de verser à l'Allemagne, au titre des indemnités de guerre, cinq milliards de francs or. À l'époque, il était de coutume d'humilier le perdant. La France fera de même après la Première Guerre mondiale avec l'Allemagne. Cette défaite militaire et la volonté de reconquérir l'Alsace-Lorraine incitent les gouvernements français successifs à chercher les bonnes grâces de la Russie. Cette dernière est d'autant plus réceptive que leur source principale de capitaux, l'Allemagne, s'est tarie. Les Allemands investissent désormais sur leur territoire et les exportations de capitaux se font plus rares. À l'époque, la Russie était aussi considérée comme un pays très peu solvable par les autorités.

En 1882 se déroule la signature de l'alliance tripartite Allemagne - Autriche-Hongrie - Italie. La France est définitivement isolée en Europe continentale. Elle doit à tout prix obtenir une alliance avec la Russie pour éviter tout conflit armé qui serait dévastateur pour son territoire. Ce rapprochement aboutira en 1892 à la signature d'une convention militaire entre la Russie et la France. En cas d'invasion de la France par l'Allemagne, la Russie devra ouvrir un front à l'Est.

Durant toute la fin du XIXe siècle, le gouvernement français mettra tout en œuvre pour nouer de bonnes relations avec l'État russe, mais sans prêter d'importants capitaux à la Russie prélevés sur le budget de l'État français. L'État français qui, à l'époque, devait supporter son propre développement économique a choisi de consolider les relations avec la Russie avec l'argent des épargnants français.

La Russie va émettre sur le territoire français un nombre incalculable d'emprunts, soit des emprunts d'État, soit des emprunts de collectivités, soit des emprunts liés aux compagnies de chemins de fer. Ces emprunts permettront à la Russie de créer des dizaines de milliers de kilomètres de lignes de chemin de fer, d'ouvrir le Transsibérien, de développer de nouvelles industries (chimie) et de plus anciennes (mines). Des entreprises françaises renommées investissaient dans les états satellites de la Russie, marché d'avenir. L'argent français a permis à la Russie de se développer très fortement en quelques années. Sans cet argent, l'État russe n'aurait pu atteindre son niveau technologique.

Pendant trente ans, le gouvernement et les médias français vont encourager les épargnants français à investir un total de près d'un tiers de l'épargne française en Russie. Un tiers de l'épargne française était placé en Russie pour un montant d'environ 15 milliards de francs or. De 1887 à 1913, l'exportation nette de capitaux correspondait à 3,5% du PNB de la France. « Prêter à la Russie, c'est prêter à la France ! » : cette phrase est tirée d'affiches publicitaires incitant les épargnants à acheter des emprunts russes. Les risques de solvabilité de l'État russe qui avaient conduit l'Allemagne à arrêter tout prêt à la Russie ne semblaient pas entacher l'optimisme des gouvernements français. 1897 accentua même le phénomène. Le rouble se rattache à l'or et accroît ce caractère de sécurité.

Outre une campagne gouvernementale massive pour favoriser les emprunts russes, les médias français ont insisté lourdement sur l'intérêt d'aider la Russie. Plus tard, on apprendra que ces mêmes médias ont été grassement payés pendant plusieurs années par l'État russe qui leur versait de fortes commissions. Les banques n'étaient pas en reste. Lors de toute émission d'emprunt, la banque est rémunérée via des frais qu'elle perçoit à chaque fois qu'un investisseur décide de participer à cet emprunt. Pour le seul Crédit Lyonnais, on estime que 30% des profits réalisés avant 1914 l'étaient grâce aux seuls emprunts russes. De telles sommes expliquent, en grande partie, la surdité des établissements bancaires et leur manque de communication et de transparence financières.

Les emprunts russes garantissaient à leur détenteur une « sécurité à 100% » (soutenus par l'État français) et des performances intéressantes au regard du marché financier de l'époque. Les émissions des emprunts se sont accélérées pour ralentir au début du XXe siècle. À l'époque, l'épargne d'un Français était sa « bouée de sauvetage » pour ce que l'on n'appelait pas encore retraite. Il n'était ainsi pas rare de voir une famille placer toutes ses économies dans des emprunts russes, comme on les aurait placées dans des emprunts d'État français.

En 1918 un décret des Bolchéviques répudia unilatéralement l'intégralité de ces dettes. Plus d'un million et demi de Français avaient investi dans ces emprunts ; certains, forts des

assurances du gouvernement français, y avaient placé toutes leurs économies, et se trouvèrent, du jour au lendemain, ruinés.

Depuis, le gouvernement soviétique d'abord, la Fédération de Russie ensuite, ont considéré cette dette comme nulle et non avenue, au mépris des principes de droit international pourtant universellement reconnus. Les porteurs contemporains se sont toujours opposés avec véhémence à cette position sans toutefois parvenir à imposer le respect du droit aux gouvernements successifs de la Russie.

Article publié dans « souvenez-vous... »

Expert : Madame Berthelot-Vinchon Françoise.

Estimation 20/40 €